

CIBLE

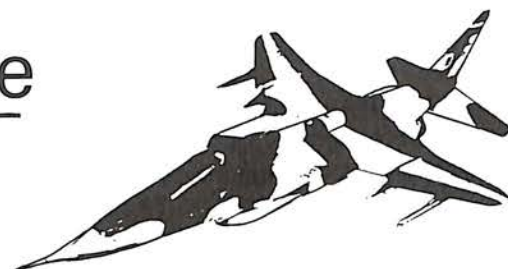
Media

Lorsqu'un homme politique se met en faute, il s'expose à une série de sanctions, de la part du premier ministre, des dirigeants de son parti, des électeurs... Ainsi Olivier Stirn qui avait rempli la salle d'un colloque à l'aide de personnes rétribuées : faute somme toute vénielle, qui nous avait valu d'innombrables leçons de morale, administrées par les grandes consciences des media.

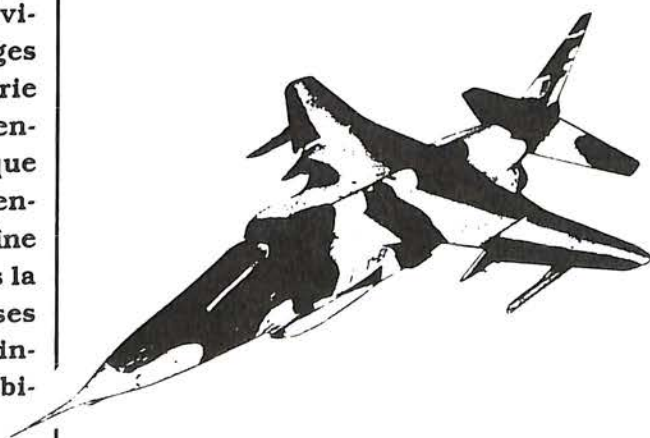
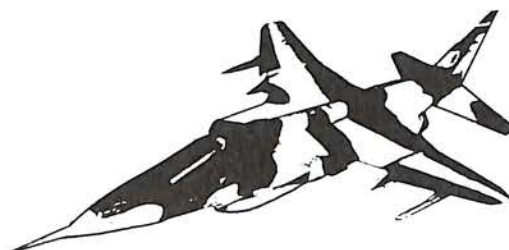
Lorsqu'une chaîne de télévision (la 5) mélange les images d'une manifestation en Algérie à celles de militants armés s'entraînant au Liban, ce qui risque d'aggraver des tensions latentes, l'erreur commise n'entraîne qu'un bref communiqué sans la moindre enquête sur les causes de la confusion, sans la moindre réflexion sur la responsabilité des journalistes.

Certes, il n'y avait pas intention de nuire. Mais il n'est pas tolérable que le pouvoir médiatique s'exerce sans obligation ni sanction, et parfois (TF1) dans le refus hautain de toute concertation avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Golfe



Les raisons de la guerre



Retombée

**Crise à
SOS-Racisme**

(p. 3)

Norvège

**La mort
du roi**

(p. 2)

M 2242 - 552 - 14,00 F



Requiem

Olaf V le roi résistant

C'est une crise cardiaque qui, le 17 janvier dernier, aura eu raison du roi Olav V de Norvège, à l'âge de 87 ans. Prince danois né en Grande-Bretagne il fut avec son père Haakon VII la grande figure de l'indépendance norvégienne.

frage des Norvégiens : pendant les discours officiels, sans doute pour tromper son ennui, il se dirigea vers un groupe d'enfants agitant des fanions rouges croisés de bleu et blanc, en saisit un et revint vers la tribune officielle l'air triomphant, tandis que les acclamations saluaient ce geste « *hautement patriotique* ». « *Je vous avoue que je n'aurais jamais cru qu'un bébé pouvait conquérir le suffrage du peuple*, confia un jour le roi Haakon VII, *ce que les Norvégiens préfèrent dans mon gouvernement, c'est mon fils* ».

Bien que fortifiée par le suffrage populaire, la légitimité royale n'en était pas moins jeune, donc fragile. C'est au cours de la seconde guerre mondiale que le roi Haakon VII allait obtenir sa consécration ; son attitude exemplaire, ainsi que celle de son fils, firent du roi et du prince héritier des héros symboles de la résistance nationale. Le 7 avril 1940, les troupes allemandes envahirent sans coup férir la Norvège, obligeant le roi, son gouvernement et le parlement à fuir

au nord du pays. Le roi refusa de nommer le chef national-socialiste norvégien, Vidkun Quisling, au poste de Premier ministre comme l'exigeaient les nazis. Mais après l'échec de l'opération sur Narvik, la Norvège dut capituler, abandonnée par les Alliés. Le roi se résigna à partir vers l'Angleterre avec toute la famille royale, malgré les demandes pressantes du prince Olav qui désirait animer la résistance nationale sur le sol norvégien. Depuis Londres, le roi et son fils soutiennent le moral des Norvégiens et organisent les brigades libres. Précédant de trois semaines le reste de la famille royale, Olav rentre avec le gouvernement légal le 13 mai 1945 au milieu d'un délire populaire.

Il montera sur le trône le 21 septembre 1957 à la mort de son père. Il prend le nom d'Olav V et pour devise : « *Tout pour la Norvège* ». Un règne qui allait durer plus de trente ans dans une parfaite symbiose entre le peuple et son souverain. Sa pratique du ski et de la voile lui gagnè-

rent tous les suffrages d'un peuple sportif. On ne le connut jamais autrement que comme le « *père de la nation* », illustrant des valeurs dont un souverain constitutionnel doit assurer la pérennité : il se promenait toujours sans escorte (« *c'est inutile, j'ai six millions de gardes du corps* », disait-il), partageait le sort de ses sujets prenant le tram pour aller skier sur les hauteurs d'Oslo, et recevait tous les Norvégiens qui le désiraient. Jamais de parade militaire pour la fête nationale du 17 mai, mais un défilé folklorique d'enfants en costumes traditionnels... Dans ces monarchies du Nord, les souverains pratiquent une simplicité de bon aloi.

Agé de 54 ans, Harald devient donc aujourd'hui le troisième souverain de la Norvège moderne. Et loin du crépitement des armes, le peuple norvégien tout entier pleure la disparition d'Olav, le roi bien-aimé, et salue l'avènement de son fils. Le roi est mort, vive le roi. Et vive la reine. Car depuis 1938, la Norvège n'en avait pas eu...

Stéphane BERN

**Minitel 36 15
AGIR.NAR**

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (90 F), 6 mois (165 F), un an (240 F), de soutien (400 F)*
(* Encadrez la formule de votre choix.)

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance:

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

SOS-Racisme

Les embarras d'Harlem Désir

Des amis qui s'en vont, des militants divisés, des sympathisants désorientés : la crise que traverse SOS Racisme est grave, et attristante.

La démission de Pierre Bergé et de plusieurs autres membres du comité de parrainage de SOS Racisme a révélé la gravité de la fracture provoquée dans ce mouvement par la guerre du Golfe. Motif ? La participation d'Harlem Désir et de son organisation à des manifestations pacifistes au cours desquelles l'extrême gauche traitait Mitterrand d'assassin en omettant de dénoncer les crimes très réels de Saddam Hussein.

Cette erreur tactique, Harlem Désir l'admet aujourd'hui tout en invoquant des circonstances atténuantes. Mais il ne semble pas avoir compris la faute politique initiale qui a été la cause de la déchirure interne : fondée sur une question de société - celle de la lutte contre le racisme - son organisation n'avait pas qualité pour intervenir sur une affaire de politique internationale au même titre qu'une formation politique. Comme l'on fait ses rivaux de « France Plus » avec une rigueur exemplaire, SOS Racisme aurait dû en appeler à l'unité nationale et se mobiliser pour éviter les conséquences fâcheuses de la guerre sur les relations entre les communautés.

Sans doute Harlem Désir peut-il invoquer sa condamnation de l'invasion du Koweït et sa volonté de défendre partout dans le monde la cause des droits de l'homme et celle de la paix. Tel est en effet le souci légitime de tout citoyen. Encore eût-il fallu l'exprimer sans ambiguïté. Puisque SOS Racisme affirme se reconnaître dans le plan de paix français, pourquoi ne l'a-t-il pas soutenu publiquement, par des pétitions et des manifestations de rue ? En se mêlant aux



manoeuvres des partis d'extrême gauche et de la fraction socialiste animée par Julien Dray, SOS Racisme s'exposait à des compromissions et à des contradictions majeures. Le fait est qu'il n'a pas pu les éviter.

En reconnaissant à chacun la « *liberté de militance* » quant à la guerre du Golfe, en insistant sur la nécessité de maintenir le dialogue entre toutes les communautés de notre pays, SOS Racisme tente de sortir d'une crise qui n'aurait pas eu lieu si ces deux principes avaient été immédiatement posés. Quant à Harlem Désir, c'est à titre personnel qu'il a adhéré au comité « La Paix maintenant » qui se tient à distance du parti communiste et de l'extrême gauche dans ses intentions comme dans ses actions.

Il n'est, heureusement, jamais trop tard pour bien faire.

Annette DELRANCK

Benthos

Le Commerce dans les abîmes

Depuis plusieurs années, le solde du Commerce extérieur est négatif. En 1990, le déficit a atteint des profondeurs abyssales, révélant une fois de plus l'absence de politique économique.

Après les déficits mensuels records de septembre (10,32 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières) et de décembre derniers (10,07) notre commerce extérieur a bien mal terminé 1990. Sur l'ensemble de l'année le déficit s'établit à plus de 50 milliards contre 44 en 1989, et ce, malgré un ralentissement de l'activité économique.

La crise du Golfe et le renchérissement des prix du pétrole qui s'en suivit n'est pas étrangère à cette nouvelle dégradation, puisque notre déficit énergétique est passé de 83 milliards à 94 milliards en un an. Mais ceci n'explique pas tout, loin de là. Ainsi, l'année dernière, malgré les performances de l'agro-alimentaire, notre solde industriel était-il déficitaire de 57 milliards (sans le commerce d'armement, il s'élevait même à 85 milliards). Une analyse plus détaillée de chaque poste révèle, par ailleurs, que ce déficit est dû, pour l'essentiel, à l'importation de biens d'équipement.

Au regard de ces quelques chiffres, une conclusion s'impose sur l'inefficacité de la politique industrielle menée, en France, depuis plusieurs années. En effet, il n'est pas inutile de rappeler qu'en 1985 notre solde industriel était encore excédentaire de près de 82 milliards de francs. La conception de la politique industrielle de M. Fauroux est peut-être *up to date* (par opposition à la conception *has been* d'Edith Cresson) mais, depuis bientôt trois années d'exercice, il n'en a pas démontré le bien-fondé. On peut également s'interroger sur l'absence de résul-

tats de Jean-Marie Rausch, l'actuel ministre du Commerce extérieur. A ce même poste pendant la cohabitation, Michel Noir, réussissait au moins à décrocher des contrats à l'étranger. De deux choses l'une, s'il s'agissait de ménager les sensibilités politiques il suffisait de nommer M. Rausch à un poste moins stratégique, ou bien, M. Rocard ne considère pas que ce ministère fait partie intégrante d'une politique économique...

En l'absence de politique industrielle clairement définie, sans vouloir coller à la proposition d'Edith Cresson et sans considérer les « *super-ministères* » (du type de celui de la Ville) comme la panacée, il nous apparaît important de créer un ministère regroupant l'Industrie, la Recherche et le Commerce extérieur. Cela présenterait l'avantage non négligeable de coordonner l'action gouvernementale et d'inciter le gouvernement à définir puis à mener une politique économique cohérente. Sauf, évidemment, à nommer à ce poste des hommes comme MM. Fauroux, Rausch ou encore Madelin...

N'est-ce pas ce que réussissent brillamment les Japonais, avec le MITI ? En dehors d'une perspective de cette ampleur, le problème du déficit du Commerce extérieur et de l'industrie française continueront à se poser régulièrement.

Patrice LE ROUÉ

**Pour nous aider
ADHÉREZ !**

royaliste

SOMMAIRE : p. 2 : Olaf, le roi résistant - p. 3 : Les embarras d'Harlem Désir - Le Commerce dans les abîmes - p. 4 : La montée du Front - Belgique, l'année du roi - p. 5 : La mort de la nouvelle pensée - p. 6/7 : Les années souteraines - p. 8 : Arménie - L'impasse marocaine - p. 9 : La revanche de Dieu - p. 10 : Mima - Le mensonge du siècle - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : Régis Debray, la guerre et la paix.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎ (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

La montée du Front

Les élections partielles de Lyon, Paris et Clichy seraient passées presque inaperçues si elles n'avaient confirmé la persistance du lepénisme.

Les politiciens devraient se soucier des perspectives politiques et y inscrire leurs propres opérations. Ainsi Michel Noir et Michèle Barzach auraient dû, avant de démissionner, s'intéresser d'un peu plus près à la crise du Golfe et réfléchir à la date de l'ultimatum. Ils n'en ont rien fait et la politique a pris le pas sur les calculs stratégiques : absorbés par les questions sérieuses, les électeurs ne pouvaient manquer de se désintéresser du règlement de compte entre une dissidence et sa maison-mère.

Aussi les résultats des élections partielles ne peuvent surprendre : taux record d'abstention, prime à l'ancienneté (Clichy), à l'organisation et au clientélisme (à Paris dans le 15^e arrondissement), ou à la puissance locale (Lyon). L'attention des médias aurait-elle changé quelque chose au résultat ? Ce n'est même pas sûr : l'agitation du bocal parisien ne peut à elle seule bousculer les logiques de puissance et les rapports de pouvoir. Voilà donc une opération ratée, faute d'inscription dans la réalité nationale.

On aurait tôt fait d'oublier ces mésaventures partielles si ces partielles n'avaient été un succès pour le Front national. Certes, le taux élevé d'abstention fausse les données. Certes, le candidat lepéniste n'a pas fait mieux qu'en 1988 contre le RPR dans le 15^e arrondissement. Mais,

dans la région lyonnaise, il est apparu en deuxième position loin devant le Parti socialiste et il a manqué de peu la mairie de Clichy-sous-Bois avec un score de 38,81% des voix : une percée significative toute de même.

Pourtant, les complaisances de J.M. Le Pen à l'égard de Saddam Hussein ne sont pas partagées par ses sympathisants. Pourtant, la thématique du Front national a été effacée par la guerre et même si la peur des «immigrés» dicte nombre de choix, il faut voir dans l'ascension du Front national le résultat d'une crise sociale qui se traduit par l'accroissement des suffrages protestataires. C'est là un signe inquiétant, dont le gouvernement devrait se préoccuper. On ne réduira pas le vote lepéniste par des déclarations de bonnes intentions, par des condamnations morales et par des menaces à l'encontre des travailleurs clandestins. Il faut enfin reconnaître que la politique sociale est un échec, marqué par la persistance d'un taux élevé de chômage, et que le temps est venu de changer de politique économique - tant les résultats en ce domaine sont médiocres ou catastrophiques. On n'entend guère le premier ministre ces temps-ci. C'est sans doute qu'il travaille au nouveau projet de société dont le pays a besoin.

Sylvie FERNOY

Intrigué par la N.A.R. ?

Interrogez-nous grâce à notre service minitel

36 15 AGIR * NAR

1990, l'année du Roi ?

Pendant l'année 1990, les Belges ont célébré plusieurs anniversaires importants du Roi Baudoin, avec un éclat peu usité dans le pays.



Le 11 août 1990, il y avait 40 ans que le Prince Baudoin devenait Chef de l'Etat en assumant, pour dénouer la crise royale, une régence qui n'osa pas dire son nom. Le 7 septembre 1990, le Roi avait 60 ans. Le 15 décembre 1990, trentième anniversaire de mariage.

Cependant, l'année 1990 restera en Belgique l'année du Roi pour des raisons tout à fait différentes. Le Roi a multiplié les occasions de redéfinir sa fonction, d'augmenter le caractère visible de son influence, d'infléchir la politique au sens élevé du terme.

En avril, il exprime son objection de conscience devant la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse.

Dans le discours de la fête nationale, il évoque le pardon des fautes anciennes, ce qui vise très explicite-

ment l'effacement judiciaire des dernières conséquences de l'œuvre de Justice de la Libération à l'encontre des collaborateurs de l'ennemi.

Dès l'ouverture du conflit rwandais, il écrit au Premier Ministre une lettre confidentielle - mais qu'une indiscretion (?) communiquera aux médias - enjoignant le Gouvernement de prendre ses responsabilités sans atermoiement, au besoin à l'aide de moyens militaires.

A l'époque où des Belges résidant en Irak sont considérés comme des otages ou des cibles, il prononce à Alger (au cours d'une visite officielle) un discours très engagé dont l'incidence ne sera pas négligeable dans la libération qui suit immédiatement.

Il exprime que toutes les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies sans exception doivent être exécutées, même si la généralité du principe froisse à Jérusalem.

Enfin, la rumeur nous rapporte qu'il ne resta pas inerte dans les relations avec la Libye, aboutissant en janvier 1991 à la remise en liberté des otages belges du Liban.

Coïncidences ? Prise de conscience que la fonction royale s'était affaiblie au détriment de causes importantes ? Souci de mettre les pendules à l'heure avant de céder le Trône à son héritier et neveu Philippe, qui vient d'atteindre 30 ans ?

Nous manquons de recul pour en juger, mais pouvons immédiatement constater à quel point le principe monarchique est vivant et - à l'inverse de ce que croient d'aucuns - en constante évolution.

Henry BARVAUX

La mort de la nouvelle pensée

Le départ d'Edouard Chevarnadze et son remplacement par un ambassadeur diplomate de carrière marque la fin de tout grand dessein de politique étrangère en Union soviétique.



ple, non pas comme Etats indépendants de Washington, mais d'abord comme pôles structurant de nouveaux espaces économiques.

Ce renversement conceptuel était le seul moyen de gagner la paix après la défaite dans la guerre froide. Le prix à payer comme pour le grand dessein de de Gaulle après 1958, était comme pour lui l'Algérie, l'Afghanistan, la RDA, demain les Kouriles, la refonte de l'instrument militaire, et bien entendu la modernisation économique.

Tant bien que mal, cela pouvait passer. Tant que la politique étrangère pouvait évoluer en quelque sorte en marge ou à l'extérieur du système intérieur de gouvernement. Cette politique que, de l'occident, nous percevions comme l'axe principal de la politique soviétique parce que nous en étions les interlocuteurs, n'était

en réalité qu'une structure autonome, comme une danseuse qu'on pouvait se permettre d'entretenir sans conséquence pour la vie de famille.

Le gouvernement commença à prendre conscience du danger où l'entraînait la politique de Chevarnadze avec la détérioration de la crise du Golfe. C'est qu'alors les Etats-Unis sortaient du rôle qui leur était assigné par la nouvelle conception et recouraient à leur force militaire. Tant que la crise pouvait être cogérée à l'ONU, Chevarnadze triomphait. Sa logique voulait que l'URSS soit également présente dans la coalition multinationale, un peu comme la France. Le système répondit : *Niet*.

La réponse n'est pas due aux arguments des tenants d'une autre politique étrangère, d'un Primakhov, déjà opposé à la politique allemande et aujourd'hui partisan de la vieille po-

litique proirakienne, mais au système qui ne retient du conflit du Golfe comme de l'aventure afghane que la menace sur l'Asie centrale soviétique. Le syndrome afghan empêche tout nouvel engagement militaire au sud pour la même raison, mais avec la conclusion inverse, que celle de Brejnev d'envahir l'Afghanistan. Et ce qui vaut pour l'Asie centrale vaut *ipso facto* pour les Baltes (2). La défense de l'Empire n'entraîne pas dans les préoccupations de Chevarnadze, non tant parce que géorgien que comme artisan de la nouvelle pensée. Soljenitsyne estime lui aussi nécessaire de se défaire de l'Asie centrale. L'opposition n'est donc pas entre occidentalistes et ceux que l'on taxe de slavophiles. La ligne de partage traverse les deux camps, selon que l'on est ou non ouvert à la dimension universelle.

Il n'y aura donc plus désormais en URSS, dictature ou pas, de des perceptions intérieures, au mieux régionales, dépourvues d'envergure et de dynamisme extérieur. Au lieu d'être un sujet de lamentation, l'absence de l'URSS sur la scène internationale doit être motif d'émulation. Elle doit être compensée si l'on ne veut pas laisser les Etats-Unis seuls, ce que ces derniers ne doivent pas souhaiter s'ils sont raisonnables. La nouvelle pensée doit être reprise au niveau européen. Nous pourrions y trouver une certaine cohérence. Elle ne nous était pas favorable dans la mesure où elle privilégiait la connexion américaine et, au sein de l'Europe, l'hégémonie allemande. A nous de la retourner à notre avantage. La place de n°2 mondial est à prendre.

Yves LA MARCK

(1) Royaliste n°483.
(2) «Le révélateur lituanien», Royaliste n°537. C'est en ce sens que l'on peut tracer un parallèle entre Koweït et Lituanie.

Daniel Lindenberg

Les années souterraines

● **Royaliste :** Vous venez de consacrer un livre à l'aventure intellectuelle entre 1937 et 1948. Pourquoi avoir choisi cette période ?

D. Lindenberg : Ce livre s'inscrit dans un projet d'histoire intellectuelle du vingtième siècle français, qui a l'ambition de renouveler le genre dans la mesure où il ne s'agit pas de faire une simple histoire des idées mais de décrire une aventure. Le mot est sans doute insolite, mais il suggère que le mouvement des idées n'entre pas toujours dans la logique majestueuse des grandes doctrines, qu'il emprunte parfois des chemins cachés et escarpés, peu connus des cartographes - ou des historiographes - officiels.

Mon propre livre s'inscrit dans une époque - 1937-1948 - qui est à la fois très bien et très mal connue. Il y a bien sûr le Front populaire, la défaite, l'Occupation, et nous connaissons bien Aragon, Malraux, Drieu La Rochelle, Mauriac, Sartre, Camus etc.

Le sujet paraît donc rebattu. Mais j'ai voulu montrer qu'il y avait aussi une histoire de longue durée, constituée d'événements peu saillants ou cachés, qui ne sont pas saisis par les contemporains. D'où le choix du titre - *Les Années souterraines* - qui est à la fois un hommage aux combattants de ces années où la pensée libre a été réprimée, et aussi une référence à ce cheminement resté inaperçu.

Prenons l'exemple de l'histoire. Au cours des années quatre-vingt, on a parlé de la domination des historiens dans le champ intellectuel français. On peut trouver des raisons qui tiennent au jeu des forces idéologiques, politiques et scientifiques contemporaines. Mais on peut aussi chercher l'origine de ce mouvement et refaire son histoire pour comprendre sa domination. Il est intéressant à cet égard de retracer l'itinéraire de Fernand Braudel qui est un acteur

typique de ces années souterraines : prisonnier dans un stalag, il continue à avoir une activité scientifique et il rédige un livre - *La Méditerranée au temps de Philippe II* - qui le rendra mondialement célèbre. Or je me suis aperçu que Braudel, dans son projet initial, avait choisi comme titre *Philippe II et la Méditerranée* et qu'il envisageait un livre classique d'histoire politique. Pourquoi cette évolution du sujet ? Parce qu'il y a le traumatisme de 1940 : comme Braudel l'explique lui-même dans sa correspondance avec Lucien Febvre, c'est pour ne céder au désespoir qu'il a inscrit l'histoire des événements dans la longue durée. Il s'agissait de montrer que l'identité française pouvait survivre à une défaite effrayante parce qu'il y a une histoire des continents, des civilisations, qui est plus importante que les péripéties politiques. Cette idée, Fernand Braudel l'emprunte à un historien peu connu, Gaston Roupnel, auteur d'un livre intitulé *Histoire et Destin*, qui sera une révélation, une illumination comme il le dit lui-même.

C'est là un exemple de la méthode que j'ai suivie. On ne trouve pas dans ce livre des chapitres qui répondent aux divisions habituelles (les historiens, les philosophes etc.). J'ai préféré m'intéresser aux itinéraires individuels (où les passions importent autant que les raisons), aux accidents historiques (guerres, révolutions) au rôle des minorités et des contre-cultures.

● **Royaliste :** Pouvez-vous cependant dresser un rapide tableau de la culture française en 1937 ?

D. Lindenberg : Mon année de départ est le point d'arrivée d'un livre important qui est *L'Histoire de Dix ans* de Jean-Pierre Maxence. L'auteur est un militant non-conformiste des années trente, plutôt d'ex-

trême droite, et qui a écrit un des meilleurs livres sur l'aventure intellectuelle de sa génération. Maxence écrit à chaud, mais en des termes qui, relus cinquante ans plus tard, sont dignes d'une analyse scientifique. En 1937, il y a une culture dominante, classique et positiviste, qui s'organise autour de grandes institutions. Cette culture a deux versants : le versant républicain et laïque organisé autour de l'école, de l'université ; le versant maurassien, lui aussi classique et positiviste, qui est plutôt dominant dans le monde académique. En gros, l'Académie française contre la Sorbonne, avec des relations entre les deux pôles. D'autre part, il y a deux cultures d'opposition, de dissidence : l'une est prolétarienne-syndicaliste, l'autre est catholique. Ces deux contre-cultures sont depuis longtemps dans une situation de dissidence, elles ne parviennent

pas à se faire reconnaître dans l'Université. Or le catholicisme français connaît un changement décisif : la guerre d'Espagne entraîne une fracture interne (d'un côté Bernanos, de l'autre Claudel), il y a un effort intellectuel de grande ampleur qui est accompli notamment par les Jésuites et les Dominicains (Teilhard de Chardin, de Lubac, Chenu, Congar, Fessard) qui inspirera la théologie de Vatican II et qui se traduit à l'époque par l'action, par le militantisme qui va se traduire par la JOC et la JEC puis pendant l'Occupation. Ces mouvements restent discrets : je pense notamment à Economie et Humanisme, qui apparaît en 1941, et qui exerce une influence considérable sur certains catholiques et sur le développement de l'idéologie tiers-mondiste en France, à partir d'une critique du catholicisme social et de son conservatisme caritatif. A travers une

expérience de la lutte sociale, le père Lebre et ses amis feront la rencontre de Marx, comme d'autres catholiques feront la rencontre de Nietzsche et de Proudhon. Il y a ainsi d'étranges rencontres dans la pensée et dans l'action qui donneront naissance plus tard aux prêtres ouvriers et qui aboutissent aussi à la théorie et à la pratique de la communauté.

● **Royaliste :** Cette idée de communauté occupe une place centrale dans votre livre...

D. Lindenberg : En effet. Je savais que le personnalisme communautaire était au centre du changement spirituel de ces années. Mais il faut le distinguer du communautarisme qui consiste à dépasser l'individualisme bourgeois et le collectivisme par quelque chose qui est la communauté et qui doit être appliquée dans tous les domaines. J'ai retrouvé cette idée partout : chez le père Montuclar avec *Jeunesse de l'Eglise*, chez les amis de Mounier qui fondent une communauté à Clamart à la veille de la guerre ; Uriage est une communauté, Economie et Humanisme aussi, et il y a l'aventure des communautés de travail sous Vichy où l'on tente de dépasser le salariat : j'ai notamment suivi l'aventure de Marcel Barbu qui fonde une coopérative d'ouvriers horlogers, puis un mouvement qui s'appelle Communauté après la guerre et qui se présentera à l'élection présidentielle de 1965 au nom des idées communautaires - ce qui ne sera pas du tout compris. Il faut se souvenir aussi que Barbu s'était associé à Fred Lipman dans sa coopérative horlogère et que l'entreprise des montres Lip connaîtra en 1973 une expérience autogestionnaire qui est dans le prolongement de cette aventure communautaire.

L'époque que j'étudie est donc imprégnée de l'idée communautaire, qui s'appuie sur des livres - aussi

bien *Humanisme intégral* de Maritain que les ouvrages du père de Lubac, aussi bien Nietzsche que Marx. Le mouvement communautaire a aussi une influence dans le monde scientifique. Je me suis intéressé à Alexis Carrel (*L'Homme, cet inconnu*) qui illustre bien la rencontre entre histoire politique et histoire intellectuelle. Carrel est un chirurgien qui s'est exilé aux États-Unis parce que ses talents n'étaient pas reconnus en France ; il revient en 1940 à la demande du maréchal Pétain qui est intéressé par son idée d'une reconstruction morale et physique de l'homme. Il crée la Fondation d'Etude des problèmes humains, qui réunit des talents nombreux : des démographes comme A. Sauvy, des économistes comme F. Perroux, des médecins. Cette Fondation est à l'origine de la médecine du travail et du dépistage scolaire et de l'INED, ainsi que des revues et des structures créées par François Perroux (ISEA, ISMEA).

● **Royaliste :** C'est là un nouvel aperçu sur la circulation des idées...

D. Lindenberg : Les idées ne circulent pas comme on le croit. Elles n'obéissent à aucune orthodoxie du point de vue de la filiation, elles sont toutes bâtarde, elles ont des origines inavouables. Les chrétiens de gauche, par exemple, sont issus d'une transformation du *corpus* maurassien. Ces transformations passent par des réseaux. Ces dernières années on a voulu expliquer les changements dans le monde intellectuel par l'idée de génération. Je critique cette hypothèse en montrant que les idées passent par des réseaux interrelationnels : par exemple, ceux qui accueillent avec joie les Allemands en 1940 sont aussi bien des vieux germanophiles comme A. de Chateaubriand, que des gens plus jeunes comme Céline ou Drieu La Rochelle. De même,

ceux qui entrent dans la Résistance appartiennent à toutes les générations. D'autre part, il ne faut pas sous-estimer le rôle des étrangers, des exilés. A cet égard, le rôle de la « filière russe » est frappant. Pensons à Chestov, Berdiaeff, Lévinas, Kojève. C'est à travers ces exilés qu'un certain nombre de nouvelles valeurs ont pu s'implanter, quant à la connaissance de Nietzsche, quant à l'idée communautaire, quant à la spiritualité. Cette greffe russe relativise l'idée que ces années souterraines se résument à un affrontement franco-allemand.

Il faut donc se garder, quand on veut comprendre les idées contemporaines, de cette référence à une seule génération. C'est là une critique que j'adresse à Luc Ferry et Alain Renaut, à leur analyse de *La Pensée 68*. Comme le montre Vincent Descombes dans sa *Philosophie par gros temps* des penseurs comme Foucault, Lacan etc. nous rendent très sensibles à ce qui est au-delà du bien et du mal, à un certain dégoût pour l'épopée du progrès, à une fascination pour le côté noir et absurde des cheminements historiques, mais ce n'est pas par connivence avec les révoltés de 1968. Il faut penser à l'époque de l'Occupation, où la question de la légitimité du pouvoir est posée à travers l'affrontement Pétain-de Gaulle : on comprend que la réflexion sur le pouvoir puisse se poser bien des années après la Libération ; de même, l'époque du marché noir, des trafics et de la collaboration incite à chercher derrière les idées de vrai, de bien, de beau, des soubassements inavouables. Ces années souterraines sont en effet celles où un grand nombre de certitudes ont été détruites et où des pensées tentent de se reconstruire selon des catégories qui ne sont pas celles de la droite et de la gauche.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

Le livre de Daniel Lindenberg, « Les années souterraines - 1937-1947 » est paru aux éditions de La Découverte.

Il est disponible auprès de notre service librairie au prix (franco) de 172 F.



« La génération 68 à l'enterrement du militant ouvrier Pierre Overney. Mais la pensée n'est pas une affaire de génération... »

Professeur à l'université de Saint Denis, collaborateur des revues *Esprit* et *Passages*, Daniel Lindenberg est historien des idées. Avec « *Les Années souterraines* », que publient les éditions de La Découverte, il renouvelle profondément notre connaissance des mouvements intellectuels de la période 1937-1947 et nous permet ainsi de comprendre nombre d'œuvres et de débats contemporains.

Arménie

A Marseille, à Lyon, à Clamart, des communautés arméniennes regroupées autour d'églises particulières, se manifestent pas des métiers particuliers (le tricot, le sertissage de diamants...) et ne passent pas inaperçus (fêtes, affiches politiques, journaux, etc.). Leur origine remonte aux grandes immigrations qui ont suivi le génocide de 1915 en Turquie. Il y eut d'autres vagues d'immigrants fuyant l'URSS, tel ou tel pays du Moyen-Orient, voire d'Afrique. Les générations issues des premiers immigrés sont aujourd'hui si bien intégrées qu'elles tendent à oublier leurs origines.

C'est pourquoi ces 200 pages, réparties en chapitres aussi divers que précis, s'adressent peut-être avant tout aux petits-enfants d'Arméniens. Elles font l'histoire de ce peuple du II^e millénaire avant notre ère jusqu'aux affrontements récents avec les Azéris en Union Soviétique. Les périodes fastueuses (règne de Tardat III, premier roi chrétien, de 298 à 330, victoire d'Awarair en 451 sur les Sassanides, influence politique arménienne sur Byzance du IX^e au XI^e siècle, puis sur l'Égypte, alliances fructueuses des princes arméniens avec les croisés francs, apogée à la fin du XII^e siècle du royaume arménien de Cilicie) alternent avec les catastrophes (conquêtes de l'Arménie par les Arabes, les Byzantins, les Turcs, les Mongols, les Perses... assorties de massacres, déplacements de population, etc...) et ce cycle ne s'achève pas avec le XIX^e siècle, ni même avec la fin de notre siècle, et la France n'y a pas toujours assumé ses responsabilités.

F.A.

Béatrice Kasbarian-Bricout, *Coutumes et traditions arméniennes*, L'Harmattan 1990, 192 pages, prix : 122 F.

Dévoilement

L'impasse marocaine

Nous nous doutions que la réalité marocaine échappait aux clichés touristiques et aux pamphlets. La revue *Autrement* nous fait découvrir sa complexité.

Au Maroc plus que dans les autres pays du Maghreb, les Européens peuvent nourrir leurs rêves et cultiver leur nostalgie. Ils ne seront jamais déçus... Des villes impériales au Grand Sud, il y a la beauté, l'authentique, l'infini du désert, les couleurs et les senteurs de l'Orient, l'étrangeté des êtres. C'est à peine si l'on remarque la misère, la violence latente, et ces portraits d'un roi omniprésent dont, jour après jour, *Le Matin du Sahara* chante la gloire.

De Paris on n'y voit pas plus clair. Hassan II est-il ce monarque éclairé que courtisent certains journalistes de gauche et qui suscite nombre de complaisances politiciennes, ou bien le despote qui déchaîne la fureur des polémistes ? Entre le folklore local et les clichés intéressés, n'aurions-nous d'autre choix que la dérision amère ?

La revue *Autrement* (1) permet une découverte lente, par des approches multiples, circonspectes ou brutales, qui bousculent les mythes et détruisent les schémas sans autre intention que de nous faire saisir, ou deviner, la complexité d'un monde. N'y cherchons pas la description « objective » d'une réalité socio-économique. Il s'agit, comme le titre nous en prévient, de déceler les « signes de l'invisible » en compagnie d'écrivains et de témoins marocains auxquels se joignent quelques étrangers jugés plus proches du pays, par leur vie ou leurs travaux, que les habitués de la Mamounia (2).

Grâce à Ahmed Sefrioui, voici Fès, « survivance parfaite de l'essentiel du passé », l'urbanité schizo-phrène de Tanger revisitée par Mohamed Choukri, la ferveur de Marrakech mais aussi le bidonville de Ben



Msik où a vécu Abdallah Zrika, que ses poèmes menèrent en prison. Voici des hommes et des femmes, des paysans, des intellectuels et des mystiques qui nous permettent de mieux comprendre les valeurs, les hiérarchies et la violence des sociétés traditionnelles.

Mais gardons-nous de plaquer sur le Maroc nos catégories occidentales. Là-bas, les chercheurs avancent des théories opposées : s'agit-il d'une société « segmentaire » formée de groupes antagonistes camouflés en partis politiques, ou d'une société « composite » fondée sur la coexistence de groupes familiaux étendus, de corporations urbaines, de confréries religieuses et de cette institution très particulière qui s'appelle le « Makhzen » - d'où nous vient notre « magasin » ? De fait, le Makhzen avait pour premier objectif le contrôle des centres de production et des itinéraires marchands, et accessoirement l'arbitrage entre les communautés et la défense du territoire.

Dirigé par un sultan, cet Etat patrimonial fut conservé par le Protectorat et développé, grâce aux instruments administratifs français, après l'indépendance.

Le pouvoir politique marocain ne se réduit pas au Makhzen. Comme le montre Bruno Etienne, Hassan II est à la fois sultan, roi, prince des croyants, et guide de la communauté. Autant de légitimités que la monarchie alaouite manipule et qui assurent l'exercice hégémonique du pouvoir. L'islam est une orthodoxie d'Etat, au nom de laquelle s'exerce le contrôle moral du peuple ; l'Etat de droit est une fiction puisque la parole royale est supérieure à tous les textes, puisque la vengeance du pouvoir réduit à néant les décisions de justice. Quant à la vie politique, elle est abolie par les serments d'allégeance à la personne du souverain, étouffée par le contrôle de la presse et du système scolaire, réprimée par le système policier et pénitentiaire : tortures, camps de travail et prisons-tombesaux font du militantisme le plus court chemin vers le martyre.

Quel avenir pour cet absolutisme qui ne souffre aucune comparaison avec les monarchies européennes ? Une activité politique continue, malgré tout, de s'exprimer sous le couvert des associations régionales et dans un islamisme qui se heurte au contrôle religieux qu'exerce le pouvoir. D'où la prudence des observateurs. Dans ce pays où « la violence est partout présente », dit Bruno Etienne, ce n'est pas une mince affaire que de tuer à la fois Dieu, le roi et le père ». Sultanat liberticide, ou révolution qui risque de l'être tout autant ? Telle est l'impasse marocaine.

B. LA RICHARDAIS

(1) *Autrement*, « Maroc, les signes de l'invisible », N°48, septembre 1990 - Prix franco 100F.
(2) Splendide palace de Marrakech.

La revanche de Dieu ?

A l'heure où Saddam Hussein invite tout le monde musulman, au-delà du monde arabe - à rejoindre sa guerre sainte contre l'infidèle, il serait malvenu de sous-estimer le facteur religieux que lui-même exploite avec un certain cynisme. Ce pourrait bien être un indice de plus d'une évolution de fond constatée par Gilles Kepel dans son livre récent sur le spectaculaire retour en force des religions. L'islamisme tend à prendre toute la place dévolue au progressisme arabe. Le processus peut se développer par en haut selon le modèle iranien, ou par en bas selon le modèle algérien caractérisé par la conquête de la société à travers les réseaux associatifs des mosquées. La finalité est identique : « réislamiser la société dans les pays musulmans, et propager l'Islam partout jusqu'à la conversion de l'humanité en "oummantité" ». Il s'agit de combattre la *jahiliyya* (mot qui renvoie à la période antérieure à la prédication du prophète Mahomet et qui désigne par extension ce qui est aujourd'hui contraire à l'essence de l'Islam).

Gilles Kepel est un spécialiste reconnu de l'Islam dont il a étudié depuis dix ans l'extraordinaire réveil. Le paradoxe veut que dans *La revanche de Dieu* il déborde largement son terrain pour défendre une thèse de portée universelle. C'est le monde religieux dans son ensemble - surtout les chrétiens, les juifs et les musulmans - qui serait reparti à la conquête du monde, en suivant des stratégies analogues. La thèse, plutôt hardie à première vue, est défendue à partir d'un travail d'enquête et de documentation qui sans être pleinement exhaustif propose les jalons d'une réflexion « transversale » sur le phénomène dans son ensemble. Réalité riche, foisonnante, observée « du Caire ou d'Alger à Prague, des évangélistes américains aux zélotes du Goush Emounim, des militants islamistes aux charismatiques catholiques, des Loubavitch à Communion et Libération ». La palette est déjà suffisamment riche, mais elle aurait pu s'étendre aux sectes qui réalisent en ce moment leur implantation en Amérique latine avec une vigueur impressionnante, au point de remporter les élections présidentielles dans tel Etat d'Amérique centrale.

Néanmoins, l'itinéraire dans ce monde foisonnant est déjà impressionnant. Il donne le sentiment d'une force montante, en continuelle expansion : « Entre 1975 et 1990, les mouvements de réaffirmation de l'identité religieuse ont accompli une mutation considérable. En l'espace de quinze années, ils ont su transformer la réaction de désarroi de leurs adeptes, face à la crise de la modernité, en projets de reconstruction du monde qui trouvent dans les Textes sacrés les fondements de la société à venir ». Parmi leurs autres points communs : la disqualification d'une laïcité qu'ils font remonter à la philosophie des Lumières ainsi que la dénonciation d'un rationalisme émancipé de la foi. Le terme d'intégrisme qualifie plutôt mal un phénomène qui développe tant de dynamisme. Même en réaction contre la modernité, les militants religieux lui dérobent quelques unes de ses meilleures armes. « Ils ne voient aucune contradiction entre leur maîtrise des sciences et des techniques et leur soumission à une foi qui échappe aux logiques de la raison ». Les dirigeants de la République islamique d'Iran ont été recrutés parmi les diplômés des universités américaines.

En mettant en évidence ces mouvements religieux qui remuent profondément les sociétés contemporaines, Gilles Kepel est persua-

dé d'apporter un élément capital pour comprendre notre temps : « Comme le mouvement ouvrier d'hier, les mouvements religieux d'aujourd'hui ont une singulière capacité d'indiquer les dysfonctionnements de la société - qu'ils nomment à leur manière. Et cette façon de nommer elle-même constitue un signe qu'il est indispensable d'interroger ». Cette approche est indéniablement fructueuse. Toutefois elle pose des problèmes de méthode difficiles. Kepel est à la fois prudent et audacieux. Prudent dans l'enquête qui est sérieuse, même si on la voudrait ici ou là un peu plus élaborée. Audacieux dans ses rapprochements et ses conclusions. Les dernières lignes de l'ouvrage, en ouvrant sur l'avenir, sont carrément catastrophistes. C'est la guerre des religions qui nous est annoncée : « Conflit, guerre entre des "croyants" qui font de la réaffirmation de leur identité religieuse le critère de Vérités aussi exclusives que particulières ».

Si l'on observe l'attitude présente de Jean-Paul II dans la guerre du Golfe, on est frappé par sa volonté de n'y mêler en rien les problèmes religieux, ce qui constitue un signe non équivoque de son refus d'entrer dans la dialectique de la guerre sainte. Par ailleurs, il est tout de même assez frappant d'assister aujourd'hui dans l'hexagone à ces rencontres de croyants - juifs, musulmans, catholiques - qui ont pour but de promouvoir la compréhension entre les communautés. Cela n'abolit pas les rassemblements du F.I.S. en Algérie pour mobiliser les masses musulmanes au côté de Saddam Hussein. Mais cela montre que les rapports interreligieux ne sont pas fatalement orientés vers le conflit.

Au demeurant, Gilles Kepel sait mettre certaines nuances dans son propos. Il reconnaît ainsi que le processus de rechristianisation et de reconquête par l'Eglise catholique d'un statut de droit public s'est fait sans recours à la violence « même sous les régimes communistes qui n'offraient pas de possibilité d'expression libre ». Mais il faudrait élargir la réflexion sur les rapports entre christianisme et laïcité, par exemple, pour se demander, si en dépit d'un passé conflictuel, il n'y a pas entre les deux une certaine communauté de pensée. C'est une certitude bien établie et conforme à l'histoire de l'Occident que religion et Etat doivent être séparés pour disposer de leurs autonomes propres. Même s'il est arrivé aux évêques de France de souhaiter une renégociation de certains aspects de leurs rapports avec l'Etat, ils n'ont jamais envisagé de revenir sur le cadre de la séparation. Il s'agit là d'une caractéristique essentielle que ne sauraient abolir les communautés nouvelles, des charismatiques à Communion et Libération. D'ailleurs cette dernière organisation reconnaît formellement le pluralisme démocratique et pratique le dialogue politique aussi bien que religieux.

Sans doute un mouvement d'apostolat vigoureux dans le cadre de la nouvelle évangélisation de l'Europe remettrait en cause certains équilibres et certaines habitudes actuelles. Mais on voit mal ce que pourrait leur objecter une laïcité respectueuse des libertés individuelles si celles-ci sont vraiment respectées. Gilles Kepel donne en tout cas à réfléchir, même si on adopte pas toutes ses systématisations.

Gérard LECLERC

Gilles Kepel *La Revanche de Dieu. Chrétiens, Juifs et musulmans à la reconquête du monde*. Le Seuil.

Gérard Leclerc



Mima

Un film sensible où la justesse d'analyse rattrape quelques maladresses cinématographiques.

Mima est une adolescente de douze ou treize ans dans les années 60. Elle habite une ville du sud de la France où ses grands-parents sont venus s'installer en 1930, fuyant la Calabre pour des raisons politiques. Elle mène une vie normale entre l'école où en tant qu'« Italienne », elle doit subir les quolibets des autres enfants, la maison où elle voue un amour sans borne à son grand père mais où les pommes de discorde avec sa mère sont légions et sa « cité » qui abrite pêle-mêle, des Français, des Italiens et des pieds-noirs, jusqu'au jour où la Mafia fait violemment irruption dans sa vie.

Disons le d'emblée, Mima, le premier film de Philomène Esposito, présenté comme autobiographique, n'est pas un très grand spectacle : essentiellement à cause d'un scénario sans surprise. Entre le témoignage sociologique vécu et la fiction déjà vue, le film hésite pour, en définitive, verser dans le mélodrame. Cela est d'autant plus dommage que Philomène Esposito a de réels talents de cinéaste, sa mise en scène toute en finesse en est la preuve, et de sociologue. La description qu'elle fait du mode de vie des immigrés, en général, et des Italiens, en particulier, est digne des meilleurs documentaires. Ses personnages sonnent juste, sauf peut-être, les mafiosi, trop stéréotypés pour être crédibles. Par ailleurs le

jeu des acteurs, pour la plupart des amateurs, est remarquable : Nino Manfredi et Patrick Bouchitey sont les deux seuls professionnels.

Ce premier film n'est donc pas sans intérêt. Il permet aux spectateurs - cela n'est pas inutile par ces temps de méfiance à l'égard des étrangers - de replacer le problème de l'immigration dans une perspective historique. Les problèmes que rencontrent les immigrés italiens ressemblent à s'y méprendre à ceux auxquels sont, aujourd'hui, confrontés les Arabes. En effet, Mima, tiraillée entre la culture de ses parents et la culture française réalise qu'elle est française et qu'il ne peut pas en être autrement. D'abord parce que, si elle comprend l'italien, elle ne le parle pas. Ensuite parce qu'avec la mort de son grand-père, elle perd le lien vital qui la rattachait à l'Italie. Il est révélateur qu'à la mort de son grand-père, son confident, elle se rapproche de sa petite sœur qui, elle, est moins concernée. Enfin parce qu'elle rejette la loi du clan, de l'omertà et de la vendetta pour se conformer aux exigences de la justice française.

Philomène Esposito a cette trouvaille scénaristique : le jour où Mima devient femme elle décide également, en son âme et conscience d'adhérer au mode de vie français, définitivement. Ces deux situations s'opposent : autant elle ne peut rien à la première qui est dans l'ordre naturel des choses, autant c'est volontairement, sans contrainte d'aucune sorte, qu'elle dénonce à la justice française les assassins de son grand-père, alors que les hommes de la famille avaient décidé de se faire justice eux-mêmes.

Nicolas PALUMBO

Le mensonge du siècle

Chacun de nous garde en mémoire les images de la « révolution » roumaine de décembre 1989. Vécue en « direct » grâce à la télévision, nous avons presque tous été enthousiasmés par cette conquête de la liberté. Or, on le sait aujourd'hui, tout cela ne fut que manipulation tragique. Le mensonge du siècle.



Michel Castex a donc décidé de rouvrir le dossier roumain dans le but de tenter de comprendre ce qui s'est vraiment passé dans ce pays au cours de ces journées qui ont vu la chute de Nicolas Ceaucescu. Et il le fait avec d'autant plus de conviction que, lui-même journaliste de l'AFP à Bucarest, il est « tombé » dans le piège.

Sa démonstration est des plus convaincantes : grâce à une analyse rigoureuse des faits et des déclarations des anciennes et nouvelles autorités roumaines, l'auteur nous montre sans doute aucun que presque tout dans cette affaire ne fut que mensonge, désinformation et truchement. Ainsi (par exemple) du prétendu génocide de Timisoara (l'on parla à l'époque de plusieurs milliers de morts !) qui ne fut (si l'on peut dire) qu'un massacre. En employant le mot « génocide », on faisait jouer le réflexe génocide = nazis, donc Ceaucescu = Hitler. Or, le Génie des Carpates avait donné l'ordre à l'armée de tirer sur les manifestants « dans les jambes » après les sommations réglementaires. Si les ordres du dictateur ne furent pas respectés, ce fut bien

parce que, quelque part, on avait décidé de se débarrasser de ce gêneur (dont les méthodes dictatoriales, poussées à la perfection, lui évitaient très souvent de recourir au meurtre).

Le rôle de l'armée fut pour le moins ambigu à Timisoara (et ailleurs). Que dire de celui de la Securitate durant toute la « révolution » ? Michel Castex rappelle qu'elle était toute puissante, au service de Ceaucescu... et pourtant elle ne sera pas capable de sauver son chef d'une fin lamentable.

Plaisant, bourré d'humour, ce livre est à lire, ne serait-ce que pour que nous soyons désormais plus circonspects par rapport aux évidences trompeuses de l'image.

On notera enfin que le texte s'achève par une réflexion sur le métier de journaliste. En cette période du recours systématique à l'audimat et au sensationnel (à plus forte raison avec la guerre dans le Golfe) puisse les journalistes avoir en mémoire de tels principes.

Marc DESAUBLIAUX

Michel Castex : *Un mensonge gros comme le siècle* - Albin Michel, 1990, 190 p. - Prix franc 87 F.

A nos lecteurs

Par suite d'un incident technique d'imprimerie un certain nombre d'exemplaires de notre précédent numéro comportaient des pages blanches. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser. Sur simple appel téléphonique (1-42.97.42.57) nous vous enverrons un exemplaire en remplacement.

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

● **Mercredi 13 février** - Le dernier des cinq volumes de la monumentale « Histoire de France » parue chez Hachette est « **La République - 1882-1987** » de **Maurice AGULHON**. Dans cet ouvrage il retrace un siècle de conflits où se joue une République toujours problématique et à travers elle l'identité même de notre pays. Maurice Agulhon est professeur au Collège de France, spécialiste de la France du XIX^e siècle.

● **Mercredi 20 et 27 février** - Pas de réunion en raison des vacances scolaires.

● **Mercredi 6 mars** - Des multiples livres parus sur le général de Gaulle nous avons tout spécialement retenu celui de **Jean CHARBONNEL**. Dans son « **De Gaulle au présent** » l'ancien ministre du Général rend compte de l'aventure gaullienne comme d'un patrimoine commun et montre par quelle révélation de perspectives elle a fécondé sa propre vie et n'a pas fini de le guider en politique.

AFFICHES

Deux modèles d'affiches sont actuellement disponibles. L'une et l'autre sont de format 40x60 cm, imprimées en noir sur fond jaune.

Le premier modèle reproduit le titre de notre journal accompagné du slogan : « **Avec le comte de Paris, couronner la démocratie** ». Le deuxième modèle avec le nom du mouvement accompagné du slogan « **Des Bastilles restent à prendre** ».

Tarif (prix franco) (on peut panacher les deux modèles) : 48 ex. : 56 F - 95 ex. : 100 F - 140 ex. : 137 F - 240 ex. : 213 F - 340 ex. : 287 F - 500 ex. : 410 F.

PHOTOS

Des photos du comte de Paris, chef de la Maison de France, sont disponibles à notre service librairie. Elles existent en trois formats.

Tarif franco : format 9x13 : 12 F - format 13x18 : 29 F - format 18x24 : 58 F.

Dans ces trois formats et au même prix, existent aussi les photos de la comtesse de Paris, du comte de Clermont, du prince Jean.

Egalement disponible (format 13x18) la photo officielle de la cérémonie d'Amboise représentant le comte de Paris et ses deux petits-fils, avec la signature des trois princes. Prix franco : 29 F.

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription « **Royaliste** ». Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 70 F franco.

A l'initiative du Club 92

DINER-DÉBAT à LYON le VENDREDI 15 FÉVRIER à 19 h 30

sur le thème

« *L'Europe de 1992 - Quelles institutions ? Quelle politique ? Quelle défense ?* »

avec

- ♦ **Bernard COHEN-HADAD**, cofondateur du Club 92,
- ♦ **Jean-Pierre COT**, président du groupe socialiste au Parlement européen,
- ♦ **Stéphane HESSEL**, Ambassadeur de France,
- ♦ **Bertrand RENOUVIN**, directeur politique de la Nouvelle Action Royaliste.

Le dîner-débat aura lieu à l'hôtel Pullman-Perrache, 12 Cours de Verdun à Lyon.

Participation aux frais : 170 F. Inscriptions au « CLUB 92 LYON », 26 bis rue Duquesne, 69006 Lyon.

ABONNEMENTS INVENDUS

Ils vous permettent de recevoir tous les quinze jours une certaine quantité d'exemplaires du numéro précédent du journal pour les diffuser autour de vous.

Tarif pour six mois : pour 5 ex. : 84 F - pour 10 ex. : 163 F.

ABONNEMENTS DE PROPAGANDE

Envoyez-nous les noms et adresses de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par « **Royaliste** ». Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

Demande de documentation

Si ce journal vous intéresse, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :
.....
.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

D'accord avec nous ?
Alors adhérez à
la N.A.R. !



Régis Debray, la guerre et la paix

Parmi ceux qui s'opposent à l'engagement de la France dans le Golfe, Régis Debray se distingue par la cohérence de sa critique non pacifiste de la guerre et, comme certains gaullistes dont il est proche, par un patriotisme qui ne saurait être contesté (1).

D'où l'importance à nos yeux d'une discussion de ses thèses, qui nient à la fois la légitimité de l'intervention des coalisés, l'indépendance et la pertinence des décisions prises par un chef de l'Etat jamais nommé.

Comme arguments premiers, Régis Debray met en doute l'existence même d'un droit international et le caractère injuste d'une légalité qui masquerait la volonté de puissance et le jeu des intérêts. Pas de droit ? Mais alors comment appeler cet ensemble de coutumes, de documents, de règles écrites, de traités, de principes généraux et de procédures qui permettent les relations quotidiennes entre les Etats ? Depuis que notre civilisation existe, la diplomatie a reposé sur des «diplômes» et les guerres ont résulté d'interprétations divergentes ou de manquements à un droit incontesté dans son principe. Récuser ce droit international au nom de l'idée de justice est un procédé habile qui confond deux exigences distinctes mais non séparées. La justice est une visée éthique, jamais atteinte, toujours recherchée par les hommes et par le pouvoir qui s'efforce d'en poser les conditions. Ainsi, dans l'ordre politique, l'œuvre de justice se manifeste par l'existence de droits reconnus et garantis, qui sont les moyens de la liberté.

LA LOI DES NATIONS

Si le droit politique résulte de l'exigence éthique de la justice, on ne peut fonder une opposition entre justice et droit, sous prétexte d'une inadéquation entre l'acte et le principe. Dans une nation, les manquements au droit, les défauts ou les impostures de l'ordre juridique ne

mettent pas en doute la nécessité de l'état de droit, ne ruinent pas l'exigence de justice. Pourquoi en serait-il différemment entre les nations qui fondent leur coexistence sur des principes généraux (celui de l'égalité), sur la reconnaissance du droit des Etats à exercer librement leur souveraineté sur un territoire délimité, sur les garanties données par les traités et par les institutions internationales ? Nier l'existence de ce droit international, sous prétexte qu'il est trop souvent soumis aux intérêts des grandes puissances et manipulé par celles-ci, ce n'est pas faire preuve d'une lucidité et d'une moralité supérieures mais consentir à ce que les règles de coexistence paisible soient partout abolies - sous prétexte qu'elles ne sont pas toujours respectées.

En opposant artificiellement la justice idéale et le droit réalisé, Régis Debray prend le risque d'accepter le règne de la violence et de l'arbitraire. Il tombe d'ailleurs dans ce piège puisque, tout en réclamant la justice pour tous les hommes, il en exclut la région du Golfe, enjeu d'un «conflit traditionnel et localisé». Tant pis pour la justice, et tant pis pour les hommes. Le principe absolu se trouve relativisé, et la violence acceptée au nom des traditions locales. Dès lors, pourquoi reprocher aux Américains et aux Russes leurs interventions, somme toute traditionnelles et locales, en Lituanie et au Panama... Pourquoi, sinon au nom du droit ? Et que vaudrait le droit sans le recours à une force capable de le faire prévaloir ? La loi morale des nations exige la conjonction de leurs volontés. Qu'elles soient parfois défaillantes ou perverses n'enlève rien à cette nécessité.

LE RANG DE LA FRANCE

Quoi qu'il en dise, Régis Debray a un point commun avec les pacifistes de gauche et de droite : il ne croit pas à la possibilité du droit. Mais à la différence des huma-

nistes de gauche et des Verts, il tient pour justifiée la défense par chaque nation de son seul intérêt : indépendance maintenue, amitiés extérieures préservées, guerre strictement défensive. Pour fonder cette neutralité, Régis Debray passe quasiment sous silence - comme les pacifistes - les initiatives françaises en faveur de la paix (qui ridiculisent l'accusation d'une France soumise aux États-Unis), et la politique belliciste de Saddam Hussein.

Toutes les voies pacifiques ayant été explorées jusqu'à la dernière minute par François Mitterrand et Roland Dumas, fallait-il s'abstraire d'un conflit dont ils avaient mesuré les dangers diplomatiques et militaires ? C'eût été incompatible avec le rang que la France tient, écrit Régis Debray, «lorsqu'elle brandit le langage de la justice, pour tous les hommes et sur tous les fronts de l'iniquité...» Que signifie un langage qui ne se traduit pas par des actes, qu'est-ce qu'une justice qui refuse de mettre la force au service de droits reconnus (celui de la souveraineté d'un Etat, celui de la liberté d'un peuple), pourquoi la France, présente par vocation sur tous les fronts de l'iniquité, ne le serait-elle pas sur celui du Koweït ? Et que serait son rang si nous n'exercions plus les responsabilités mondiales auxquelles nous obligent notre «souveraineté internationale» (expression gaullienne) et notre rôle de membre permanent du Conseil de sécurité ?

A trop prêcher l'inexistence du droit, le caractère négligeable de l'invasion du Koweït et l'exercice du pouvoir sans ses responsabilités, craignons qu'on se désintéresse des plaidoyers, de la parole et du projet de la France. La France a intérêt au droit.

Et son pacte avec la liberté des peuples du monde ne peut être maintenu dans l'indifférence.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. *Le Nouvel Observateur* du 17-23 janvier 1991.